

L'encre rouge

Bulletin d'information du Parti du Travail genevois
Nouvelle série, n° 63 septembre 2021



La planète brûle, réellement ; il n'est plus possible de regarder ailleurs

« Notre maison brûle et nous regardons ailleurs. La nature, mutilée, surexploitée, ne parvient plus à se reconstituer, et nous refusons de l'admettre. L'humanité souffre. Elle souffre de mal-développement, au Nord comme au Sud, et nous sommes indifférents. La Terre et l'humanité sont en péril, et nous en sommes tous responsables. », disait Jacques Chirac le 2 septembre 2002, au 4^{ème} Sommet de la Terre.

C'est si bien dit, qu'on ne peut qu'applaudir. Il se fait toutefois, que ce Jacques Chirac porte le même nom qu'un président français qui ne fit rien pour que les choses changent, ou plutôt qui fit tout pour que rien ne change vraiment, qu'aucune mesure réellement contraignante ne fût prise, pour qu'on continue de regarder ailleurs.

Ce hiatus abyssal entre les mots et les actes ne résume que trop bien la tragédie de notre époque. Cela fait des dizaines d'années que nous savons ce que la continuation d'émissions massives de gaz à effet de serre aurait comme conséquences. Depuis à peine moins longtemps, les politiciens rivalisent en belles paroles. Et pendant ce temps, rien de concret n'a été fait. On a perdu un temps précieux en simulacres – « développement durable », « capitalisme vert », marché des droits de polluer, etc. – qui ont eu surtout pour but de tout changer pour que rien ne change. Les quelques efforts réels entrepris n'ont pas empêché les émissions d'augmenter inexorablement.

Le dernier rapport du GIEC, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, est sorti le 8 août 2021. Comme il fallait s'y attendre il est extrêmement alarmant. La concentration de CO₂ dans l'atmosphère est sans équivalent depuis des millions d'années. Le changement climatique – entièrement et indiscutablement d'origine anthropique – est d'ores et



déjà important, et partiellement irréversible. Le réchauffement climatique à 1,5°C ne pourra plus être évité ; ce selon tous les scénarios envisagés par le GIEC. Ce seuil sera atteint avant 2040. Les capacités d'absorption des puits de carbone marins et terrestres sont fortement diminuées. Il ne sera possible de limiter les dégâts qu'au prix d'efforts urgents et importants.

Que nous ayons vécu un été pourri en Suisse ne change rien au fait que l'été 2021 ait été le plus chaud jamais enregistré sur la planète. Les incendies dévastateurs en Grèce, en Russie, en Turquie ; les canicules atroces au Canada, en Grèce, en Italie le rappellent douloureusement. Pour la première fois de l'histoire, la température au nord du Groenland a dépassé les 20°C et il a plu sur ce qui reste de la banquise. Les inondations meurtrières en Allemagne sont également dues au changement climatique.

Pendant dix mille ans la Terre a connu une ère géologique durant laquelle le climat s'est caractérisé par une stabilité exceptionnelle : l'holocène. Certes, la nature ne fut pas toujours clémente envers les humains, loin de là. Néanmoins, l'holocène apporta un équilibre climatique exceptionnel dans l'histoire de la Terre : variations de la température moyenne minimales, succession régulière des saisons, stabilité du niveau des océans,

précipitations relativement régulières... La civilisation n'aurait pas pu se développer sans cet équilibre.

Mais cet équilibre était extrêmement fragile, et aujourd'hui il est rompu. La température moyenne a cru de 1,1°C déjà par rapport à l'ère préindustrielle. Au vu des déséquilibres climatiques graves et meurtriers que nous connaissons, il n'est que trop facile d'imaginer ce que signifierait un monde réchauffé à 1,5°C, à 2°C, voire à plus de 3°C (direction dans laquelle nous nous dirigeons présentement) ...

Alors que la planète brûle, littéralement, le hiatus entre la parole et les actes est-il au moins devenu moins abyssal que chez Jacques Chirac en 2002 ? Hélas non, bien au contraire. Les partis de droite rivalisent de propositions creuses et insipides du type : contentons-nous de mesures purement incitatives, l'écologie d'accord, mais surtout pas de contraintes excessives pour les entreprises, la neutralité carbone ? Ok, mais pas avant 2050. Bref, mettons-nous-en plein les poches tant que nous le pouvons, et après nous le déluge. Pendant ce temps, la BNS a encore augmenté ces investissements dans le secteur des énergies fossiles. Plus que jamais, sortir du capitalisme est une question de survie.

Alexander Eniline



Pour rétablir un peu de justice fiscale, oui à l'initiative 99%

Il en va de l'essence même du mode de production capitaliste de concentrer les richesses produites par le travail de la classe ouvrière entre les mains d'une minorité des maîtres du capital. Mais, depuis que la concentration du capital a fait naître des entreprises plus puissantes que certains États, et depuis la contre-révolution néolibérale, qui a mis fin à nombre de conquêtes sociales et démocratiques des travailleurs, cet accaparement a atteint des sommets proprement inouïs est sans équivalent dans l'histoire de l'humanité.

Aujourd'hui, les 1% les plus riches de Suisse possèdent plus de 43% des actifs totaux. L'un des principaux moteurs de cette évolution est le revenu du capital, c'est-à-dire les dividendes, les bénéfices des actions et les intérêts, qui font entrer chaque année des milliards dans les poches des plus riches. Les 300 personnes les plus riches de notre pays ont pu doubler leur fortune au cours des dix-sept dernières années, passant de 352 milliards à l'inimaginable 707 milliards de francs. Alors que la pandémie de Covid-19 a signifié une plongée dans la pauvreté pour beaucoup de gens, les plus fortunés ne se sont jamais aussi bien portés. La répartition de la richesse existante est une question politique, donc une partie de la lutte des classes. Une opposition souvent présentée comme celle des 99% face aux 1% les plus riches qui concentrent l'essentiel des richesses entre leurs mains. Notons que cette simplification n'a pas de valeur scientifique : le chiffre de 1% n'est guère un moyen exact pour définir l'oligarchie monopoliste, pas plus que le slogan de « nous sommes les 99% » n'est une formulation rigoureuse de l'objectif de construction d'un front antimonopoliste regroupant toutes celles et ceux qui subissent la domination de ladite oligarchie. Mais un slogan est un slogan. Pour ne pas être scientifiquement précis, il a au moins le mérite d'être parlant.

Pour mettre un frein à cette concentration croissante des richesses entre les mains d'une infime minorité, la Jeunesse socialiste a lancé une initiative populaire communément connue comme « initiative 99% », et dont le nom complet est « Alléger les impôts sur les salaires, imposer équitablement le capital ».

Cette initiative prévoit d'introduire dans la Constitution fédérale un nouvel article, en trois alinéas :

1. Les parts du revenu du capital supérieures à un montant défini par la loi sont imposables à hauteur de 150%.
2. Les recettes supplémentaires qui découlent de l'imposition à hauteur de 150% au lieu de 100% des parts du revenu du capital au sens de l'al.1 sont affectées à une réduction de l'imposition des personnes disposant de petits ou moyens revenus du travail ou à des paiements de transfert en faveur de la prospérité sociale.
3. La loi règle les modalités.

Pour le montant des revenus du capital à partir duquel interviendrait l'imposition rehaussée à 150%, les initiants articulent le chiffre de 100'000.-, chiffre sur lequel se basent également les opposants dans leur propagande. Mais le texte de l'initiative dit clairement que l'Assemblée fédérale aurait toute la latitude qu'elle veut pour fixer un montant de son choix dans la loi d'application le cas échéant. Notons que les revenus du capital sont actuellement sous-imposés en Suisse. Les actionnaires qui possèdent plus de 10% des parts d'une société ne sont imposés que sur 70% de leurs revenus dus à ces actions (parce qu'ils seraient déjà



touchés par l'impôt sur le bénéfice en tant que propriétaires de la société en question). Non seulement les revenus du travail sont imposés jusqu'au dernier centime, mais sont encore grevés de cotisations sociales, inexistantes pour les revenus du capital.

Une imposition à hauteur de 150% signifie qu'à partir du seuil défini, un franc de revenu est considéré comme s'il était un franc cinquante. Par exemple, pour un revenu provenant des gains du capital à hauteur de 150'000.- (supposant que le seuil fatidique est fixé à 100'000), l'impôt serait calculé comme s'il s'agissait d'un revenu de 175'000 (100'000.- imposés à 100%, et 50'000.- majorés à 150%, soit comme s'il s'agissait de 75'000.-). L'initiative ne dit rien en revanche du taux d'imposition, ni sur ce qui serait considéré comme un gain du capital. L'Assemblée fédérale aurait une marge d'interprétation importante pour la loi d'application.

Soutenue par toute la gauche et les syndicats – elle ne doit donc pas être aussi « extrême » que ses adversaires le prétendent – l'initiative 99% suscite l'ire de la droite et des milieux patronaux, qui se donnent de grands moyens pour la combattre, à base d'arguments spécieux à la limite des fake news.



En réalité, l'initiative 99% déplaît profondément aux milieux patronat et à leur représentation politique, les partis de droite, parce qu'elle s'attaque à leurs intérêts de classe, en exigeant une peu plus de répartition des richesses, à leur détrimement – fût-ce un tant soit-peu.

L'argumentaire du Conseil fédéral et de la majorité de droite de l'Assemblée fédérale est un condensé d'idéologie libérale. Ils disent tout d'abord que l'initiative répondrait à un problème inexistant, puisque la répartition des revenus serait équitable en Suisse, et la répartition des richesses d'ores et déjà satisfaisante. Ah bon ? De leur point de vue peut-être... Ils poursuivent avec un éloge de l'épargne que l'initiative découragerait. Les revenus du capital ne seraient pas obtenus sans rien faire, vu qu'il a fallu travailler dur et épargner pour amasser ledit capital. C'était peut-être vrai du temps de Jean Calvin. Mais cela n'a aucun rapport avec le capitalisme d'aujourd'hui. Simple écho d'une idéologie bourgeoise périmée depuis longtemps. L'imposition trop forte du capital découragerait les investissements, ce qui nuirait aux intérêts de tout le monde ? C'est un simple avatar de la théorie du ruissellement, motif idéologique néolibéral qui a justifié des cadeaux fiscaux répétés aux plus riches. Avec toujours le même résultat : l'argent a bien toujours ruisselé... dans la poche des 1%. Quant aux « investissements », les cadeaux fiscaux aux riches n'ont jamais eu de résultat tangible en termes d'investissements productifs et d'apport pour l'économie réelle, et ont surtout alimenté la spéculation. Si on les impose plus, les riches vont partir ? Jusqu'à quand acceptera-t-on leur chantage ? On est en démocratie ou bien ? La Suisse deviendrait moins concurrentielle ? La Suisse est déjà un paradis fiscal, c'en est bien assez comme ça. Il est difficile d'estimer les effets réels de l'initiative, et il n'est pas certain qu'elle ferait rentrer plus d'impôts ? Mais si c'est vrai, pourquoi la craignent-ils ?

Mais nous ne sommes plus à l'époque de Reagan et de Thatcher. La droite de ce pays a cette manie singulière de ne jamais dire ouvertement qu'elle défend avant tout les intérêts des plus riches et des grandes entreprises, et quand elle le fait, utilise toujours deux arguments phares, qui tiennent plus de la manipulation émotionnelle que de l'argumentation honnête : 1) la défense des « classes moyennes », 2) « et nos PME ». Ces deux arguments sont utilisés à tort et à travers, y compris lorsqu'ils sont manifestement hors de propos, sans aucun rapport avec le sujet concerné. « Et nos PME » est même devenu un meme...

Pour cette votation également, la droite utilise ces deux motifs argumentatifs à outrance, et avec une évidente mauvaise foi. La classe moyenne serait concernée ? Si l'on se base sur le chiffre de 100'000,- de revenus du capital, il faudrait investir un capital de pas moins de trois millions pour pouvoir toucher un tel revenu de ses gains. Vous connaissez beaucoup de personnes de la classe moyenne qui possèdent une telle somme ?

Quant aux PME, des politiciens de droite ont beau parler de leur situation la larme à l'œil (ils pensent d'ailleurs aux PME surtout quand ils sont en train de défendre leurs intérêts véritables), les « PME » qui seraient touchées sont des entreprises certes « familiales », mais quant au fond des grandes entreprises, dont le capital est suffisamment conséquent pour rapporter des gains importants. Pas spécialement les petites épicerie ou les paysans. En vérité, ce qui écrase surtout les PME, c'est le libre-échange, la concurrence intenable face au grand capital. Mais, lorsqu'il est question de ces enjeux-là, les politiciens de droite ne se rappellent guère leur amour pour les PME... En outre, s'ils ne veulent surtout pas toucher aux classes « moyennes » et aux PME, ils auraient toute latitude le cas échéant de fixer le montant à partir duquel les gains du capital seraient imposés à hauteur de 150%.

Les gains du capital ne sont certes pas obtenus « sans rien faire » (si le Conseil fédéral y tient), mais sont extorqués aux travailleurs au travers de la plus-value. Toute richesse est produite par le travail. Le capital ne produit rien. Les « investisseurs » ne font qu'investir du travail passé, pour lequel ils n'ont en rien contribué, pour exploiter du travail vivant, et empocher la plus-value au passage. L'accumulation proprement stratosphérique des fortunes entre quelques mains suffit à montrer que le taux d'exploitation est devenu réellement scandaleux. Pendant que l'ancien patron d'Amazon s'amuse à s'envoyer dans la haute atmosphère pour son seul plaisir, sur l'argent extorqué à ses employés par de méthodes dignes du XIX^{ème} siècle, et se permet encore de donner des pseudo-leçons d'écologie au monde, alors qu'il n'est pas le dernier responsable de la peu engageante situation actuelle, des centaines de millions de personnes ne mangent pas à leur faim, des milliards vivent dans la pauvreté. En Suisse même, un million de personnes vivent dans la pauvreté ou dans le risque d'y tomber. Trop de personnes vivent avec des salaires trop bas, ou de petites retraites. Les primes d'assurance maladie sont insoutenables, et les services publics depuis trop longtemps au régime sec. L'argent pour résoudre tous ces problèmes est là... il s'est accumulé dans les poches des 1%. Cette situation est intolérable, et ne saurait durer. Et il ne peut exister de démocratie véritable quand un tel pouvoir économique, aisément convertible en pouvoir tout court, est incompatible avec une démocratie véritable.

Le Parti du Travail soutient résolument l'initiative 99%, en tant qu'exigence d'un minimum de justice sociale. Il ne saurait pour nous s'agir que d'un premier pas. La lutte devra continuer jusqu'à la dépossession de la bourgeoisie de son pouvoir économique, jusqu'à la construction d'une société socialiste.

Alexander Eniline



Votations du 26 septembre sur le Mariage pour Toustes

Le vote sur le « Mariage pour tous » version suisse est lancé. C'est la formulation utilisée, même si l'on devrait parler de toutes et tous, ou une forme plus inclusive comme *toustes* ou *tu-te-s*.

L'inclusivité c'est bien la question : le mariage moderne est vu comme un pilier de la société bourgeoise. Il a un poids légal mais aussi symbolique, et en exclure une population la marginalise. Après un premier échec en 1999, et le vote sur le partenariat enregistré en 2005, la pression populaire s'est faite suffisamment forte pour que la question de l'intégration des couples non-hétérosexuels s'impose, évidemment en touchant le moins de choses possibles.

L'article 14 de la Constitution Fédérale indiquant juste que « Le droit au mariage et à la famille est garanti », malgré une tentative de PDC de le changer en 2014, les bases sont déjà là. Le partenariat enregistré, qui était réservé aux couples de même sexe (et donc informait leur employeur de leur orientation sexuelle), peut tomber, et d'autres types d'union sont remis « à plus tard ».

L'accès au mariage vient avec la reconnaissance légale du lien du couple, qui est reconnu comme formant une famille, avec des conséquences sur l'adoption, sur la naturalisation, la filiation automatique, l'accès à l'adoption conjointe et à la procréation médicalement assistée, et des dispositions par rapport à une séparation ou un décès.

Le capitalisme n'a pas nécessairement de souci majeur à s'adapter à l'évolution logique d'un modèle qui a déjà changé (comme la généralisation du travail salarié pour les femmes *en sus* du travail non-rémunéré,) cette *normalisation* des couples de même sexe/genre s'accompagne un peu partout d'une marginalisation des éléments les plus subversifs : si les *kings* et les *queens*, souvent trans, souvent travailleuses du sexe, le plus souvent

non-blanches - c'est à dire la partie la plus visible, la plus dérangeante, et la plus précaire de la communauté - étaient le moteur des premières luttes, ces populations ont été progressivement minorisées et mises de côté.

Ainsi, la décriminalisation, la lutte contre le VIH, qui sont des enjeux communs à toute la communauté (la population gaie et trans a été particulièrement touchée par l'épidémie, et les lesbiennes étaient les rares à être au chevet des malades et mourants traités comme des pestiférés,) ont laissé place au mariage et à la parentalité, les deux étant traités-es comme un aboutissement pour les hommes cis gay bourgeois qui ne sont ainsi plus en porte-à-faux de leur classe sociale.

Pourtant les autres enjeux restent, et peinent à trouver du soutien militant et financier. Déjà on oublie dans ce cadre les personnes *trans* (qui ne se reconnaissent pas du tout ou pas totalement dans le genre assigné à la naissance) et/ou *intersexes* (ne rentrant pas dans ce qu'est la définition médicale nord-occidentale binaire d'un homme ou d'une femme, encore fréquemment mutilées génitalement à la naissance dans un processus de normalisation forcée et ce en toute légalité) qui sont incluses de fait, mais pas formellement dans ces définitions, toutes basées sur un *sexe légal* qui ne correspond pas forcément à la réalité du quotidien (*le genre*), ni même à un *sexe « biologique »*.

Si cela simplifie fortement la vie pour les personnes trans mariées ou souhaitant l'être (plus de risque d'avoir un juge cantonal faisant fi de



la jurisprudence, et exigeant de rompre un mariage pour changer des papiers,) le reste est moins évident, notamment pour la PMA (procréation médicalement assistée).

Parce que si la question sociale du mariage est essentiellement acquise, la filiation reste peu accessible : seule la PMA est autorisée, dans un contexte très cadré, nécessairement suisse et cher, la GPA (gestation pour autrui) interdite, et les personnes trans sont encore oubliées : une personne transmasculine peut légalement conserver ses ovocytes, mais n'a pas le droit de les utiliser.

Cette normalisation, elle a donc déjà commencé depuis des années par une partie du mouvement LGBT : mise en avant de couples cishétéronormés (qui correspondent à une vision normative hétérosexuelle et cisgenre (non-transgenre) de ce qu'est un homme ou une femme,) généralement valides, bourgeois, blancs, correspondant aux critères de beauté conventionnels, ceci avec absence d'intégration sérieuse des minorités de la communauté (personnes trans, intersexes, queer, ace/aro) qui restent ainsi dans les *marges*.



Ainsi on peut être queer pour le spectacle, pas par conviction politique de casser les barricades de genre, de sexe, de sexualité. On peut être trans et/ou intersexe, mais on reste un *objet* de discussion, dont on parle, qu'on interroge, dont on fait des films tristes, parce que ça touche toujours et ça rasure quand l'a-normalité disparaît à la fin, objet qui n'existe pas en dehors du regard des autres. On peut être asexuel-les ou aromantique, fréquenter discrètement les milieux gays et lesbiens pour échapper l'hétérosexualité compulsive, mais ne pas remettre en question la centralisation des arguments sur l'amour et le mariage, entendu nécessairement romantique et sexuel.

Il faut rassurer le bourgeois et toutes les personnes rattachées aux traditions : non, les rapports sociaux ne vont pas changer, le mariage garde son rôle informel de pilier, reste familial, et les rapports de sexe/de genre, les classes sociales, le rapport aux étranger-es ne sont pas touchés. D'où la mise en retrait de revendications toutes aussi urgentes, qui pourraient *déranger*.

Parce que ces marges correspondent essentiellement aux classes sociales. A part quelques célébrités surexposées, la majorité est précaire, voir pauvre. Pour cause l'accès aux soins, l'accès au travail salarié, l'accès au logement, le fait d'être réfugié-e. Le travail du sexe est ainsi un recours plus fréquent, avec toutes les difficultés sociales et légales associées, et la parole d'une population pourtant bien consciente des rapports de genre et de classe est très rarement audible.

Et si la *réaction* est bien là, ce sont généralement les personnes les plus visibles qui se prennent les foudres réactionnaires et la colère de l'extrême-droite, dans un contexte où la loi contre l'homophobie a volontairement exclu la transphobie « pour ne pas braquer ».

Toucher à ces symboles, d'autant plus en faveur une population *honnie* car *déviante* et *illégitime* pour eux, est un problème pour les conservateurs chrétiens et l'extrême-droite, qui s'opposent fermement à ce changement. Et aux USA, en France, et ailleurs, l'extension du mariage s'est ainsi accompagnée d'une augmentation des violences contre ces minorités, et l'émergence de campagnes médiatiques, politiques et judiciaires « pour protéger les femmes et les enfants », mais ayant pour unique objectif, à peine masqué voir pas du tout, de faire disparaître la transidentité, et d'utiliser cette brèche contre les droits des femmes et du reste de la communauté.

Ici des inégalités restent avec la révision de la loi sur le mariage. De nombreuses lois sont construites autour de l'idée que la référence est un couple hétérosexuel marié, il y a encore quelques décennies formellement hiérarchisé en défaveur des femmes, et les inégalités et violences qui en découlent et persistent sont nombreuses, parfois insidieuses et complexes à résoudre, parfois plus évidentes comme le travail gratuit et la loi sur le viol.

Alors saluons et célébrons (on l'espère) ce progrès, mais n'oublions pas les colères trans et intersexes contre le pouvoir biomédical qui s'exerce sur les minorités, et leur volonté, par nécessité, de briser des chaînes imposées, de se réapproprier leur corps et leur identité. N'oublions pas la joie révolutionnaire queer résolue à s'affranchir des rapports de pouvoirs jusque dans l'intimité. Parce que tout cela est éminemment politique, matérialiste, féministe, et sort largement du cadre de l'identité, du couple, des sexualités.

Annick Ecuyer



**Bulletin d'information du
Parti du Travail genevois
Paraît 10 fois par an
Rédaction, administration**

25 Rue du Vieux-Billard
Case Postale 16
1211 Genève 8
pdt-ge@bluewin.ch
www.pdt-ge.org
022 321 79 58
ccp : 12-8747-5

mention : encre rouge

Éditeur responsable :

Alexander ENILINE

Maquette :

Alexander ENILINE

Ont collaboré à ce numéro :

Alexander ENILINE, Annick
ECUYER, S.P, Tobia
SCHNEBLI

Délai de remise des textes :

1^{er} octobre 2021

Tarif abonnements :

1 an : 20,-
Soutien : 40,-
Donateur : 60 :-



La suppression des droits de timbre : une nouvelle étape pour le capitalisme financiarisé

En juin dernier, la gauche et les syndicats lançaient le référendum contre l'abolition du droit de timbre d'émission. Intitulé *NON à l'arnaque de la suppression du droit de timbre*, le référendum souligne à juste titre les avantages engendrés par cette suppression pour le marché financier et les grandes entreprises suisses. Si nous partageons cette analyse, cette suppression intensifierait également la dynamique contemporaine du capitalisme suisse initiée depuis les années 1990.

Dans les années 1990, la Suisse connaît une profonde mutation de la dynamique historique et spatiale de son mode de production. Comme dans les autres pays avant elle, une *déréglementation financière* est instituée dont la réforme sur les sociétés anonymes, la nouvelle réglementation de la bourse suisse ou encore la reprise des standards comptables internationaux en sont les points de départ¹. Cette évolution entraîne une durable transformation de la structure économique du capitalisme suisse. Désormais, ce dernier s'inscrit dans les méandres de la *financiarisation*². Les flux financiers des sociétés non financières destinés au secteur financier augmentent ; les parts des actifs financiers détenus par les sociétés non financières s'accroissent ; et la Suisse voit émerger de nouveaux acteurs (financiers) et de nouvelles stratégies pour extirper de la valeur³. La Suisse devient, dès lors, un nouvel espace propice à l'accumulation financière et ses flux financiers sont désormais insérés dans des flux

transnationaux de capitaux en circulation.

Dans ce processus déréglementaire, les droits de timbre sont une exception. Ils correspondent à des impôts prélevés sur l'émission et la négociation de titres qui prennent trois formes : le droit de timbre d'émission, le droit de timbre de négociation et le droit de timbre sur les primes d'assurance. Initialement, ils furent implémentés afin de compenser une déréglementation économique suisse dans laquelle les profits du capital sont exonérés.

Le référendum lancé par les forces de gauches s'intéresse en réalité uniquement à la suppression du droit de timbre d'émission. Cette suppression marque la première étape d'un projet visant, plus largement, la suppression de tous les droits de timbres.

De manière simplifiée, le droit de timbre d'émission correspond à la valorisation du "capital" des sociétés suisses. Lorsqu'une nouvelle société est créée ou qu'une société génère des actions, des parts sociales, etc., du capital est valorisé et les sociétés suisses doivent payer un impôt de 1%. Pour les référendaires, la suppression de cet impôt viendrait agrandir les pertes fiscales de l'État à hauteur de 2,2 milliards de francs⁴. Pour réduire ce déficit, l'État se verrait ensuite dans l'obligation de réduire ses dépenses publiques et sociales.

En revanche, pour les partisans, cette suppression permettrait à la



place financière suisse d'être davantage compétitive, de favoriser la "création" d'emplois et de ce fait, d'augmenter la croissance économique de notre pays⁵. En effet, la crise sanitaire aurait péjoré la situation des grandes sociétés suisses et l'État devrait favoriser, par cette mesure, une relance économique saine.

Si nous partageons les arguments des référendaires, d'autres arguments en faveur du référendum et démontrant l'incohérence des partisans de la suppression du droit de timbre d'émission peuvent être ajoutés. Son lien avec les répercussions économiques de la crise sanitaire est, par exemple, infondé. En effet, le droit de timbre et sa suppression est un sujet de débat depuis la fin des années 1990. En 1996 par exemple, l'impôt a été abaissé à 1% contre 3 auparavant. Dès 1996, il est ainsi devenu un combat primordial pour la bourgeoisie suisse, puisqu'il s'est ensuite progressivement vu modifié jusqu'à nos jours.

¹ Felix Bühlmann, Thomas David & André Mach (2012): The Swiss business elite (1980–2000): how the changing composition of the elite explains the decline of the Swiss company network.

² Widmer Frédéric (2011) : Renouvellement des dirigeants et processus de financiarisation. L'industrie

suisse des machines depuis les années 1990.

³ On peut citer en outre l'arrivée des *hedge funds*, *fonds privés d'investissement* etc., et de techniques financières (titrisation, achat par effet de levier etc), par lesquels le capital tend à s'émanciper du processus productif de

valorisation (que l'on nomme parfois *capital fictif*).

⁴ Voir l'argumentaire du *NON à l'arnaque de la suppression du droit de timbre*.

⁵ Voir à ce titre les arguments de l'association suisse des banquiers (Swiss Banking) et d'EconomieSuisse.



De même, la création d'emplois par les grandes sociétés suisses, et leur contribution à la croissance économique de notre pays, est simplement une lubie idéologique. Depuis les années 1990 et la *financiarisation* de la Suisse, les acteurs financiers remodelent les structures économiques pour les faire correspondre à la maximisation des profits financiers. En ce sens, les diminutions d'emplois et l'accroissement des dividendes remodelent les profits et structures des sociétés, ne venant pas contribuer à la croissance économique *productive* de la Suisse.

Finalement, la Suisse est déjà suffisamment (trop) compétitive. Le SMI (*Swiss Market Index*), soit l'indicateur boursier des principales sociétés suisses, n'a jamais été aussi valorisé depuis sa création. De même, selon l'association suisse de gestion d'actifs (*Swiss Asset Association*), *la Suisse jouit d'un cadre juridique et réglementaire progressif et des taux d'imposition des sociétés modérés des entreprises*⁶, ce qui fait de Zurich et Genève les premières places financières européennes, et parmi le top 10 des places au niveau mondial⁷.

En conséquence, si le droit de timbre d'émission est supprimé, la Suisse entrera encore un peu plus dans la dynamique mondiale financiarisée du capital. Après les différentes RIE (I et II) et la RFFA, les

L'arnaque sur le droit de timbre

Ce pour quoi nous avons besoin d'argent :

Ce que les partis bourgeois préfèrent en faire :

2,2 milliards pour les grandes entreprises

Signez le référendum maintenant

Non

grandes sociétés suisses et le marché financier seront davantage *dé-sencastées* de toute contrainte légale et de contribution à l'intérêt commun. Alors qu'après les multiples crises économiques et sociales, les différentes forces politiques devraient se réunir autour d'un *contre mouvement* s'opposant aux logiques du capital, la dynamique actuelle du capitalisme suisse est inverse. Sa perversion et

son extraction de valeur se voient toujours plus favorisées au dépit du plus grand nombre.

Pour toutes ces raisons, il est plus que nécessaire de signer ce référendum et de se mobiliser contre les prochaines tentatives, qui sont déjà annoncées par les référendaires.

S.P.

⁶ Issus du *Swiss Asset Management Study 2020*

⁷ Ibidem



Afghanistan, une faillite colossale de la guerre

La guerre en Afghanistan, lancée le 7 octobre 2001, moins d'un mois après les 3'000 morts de l'attaque aux tours de New York, a initié celle que l'alors président des États-Unis George W. Bush a appelé « la guerre globale et permanente contre la terreur ». La fin de la guerre des puissances occidentales en Afghanistan et la prise du pouvoir par les Talibans met en évidence une faillite totale de la politique prétendument « de sécurité » des États-Unis et de leurs alliés de l'OTAN. L'attentat de la branche afghane de l'État Islamique qui a tué 170 Afghans et 13 soldats américains dans la zone de l'aéroport de Kaboul le 26 août montre les dimensions colossale et durable de cette faillite. Il y a fort à parier que la débâcle n'amènera pas à repenser en profondeur la politique des principales puissances économiques et militaires de l'Occident parce que ceux et celles qui paient les conséquences les plus désastreuses de cette guerre et des autres « guerres contre la terreur » encore en cours sont en premier lieu les populations de l'Afghanistan et d'autres pays du Sud global.

Grâce au travail de longue haleine du Watson Institute de la Brown University (Rhode Island, USA) sur les coûts des guerres étasuniennes après le 11 septembre 2001, nous disposons de chiffres utiles à la réflexion :

- Depuis octobre 2001 à avril 2021, environ 240'000 personnes sont mortes directement dans les opérations de guerre en Afghanistan et dans Pakistan proche. Parmi ces morts, il y a 84'191 « combattants ennemis », environ 78'000 membres des forces armées et des polices afghanes et pakistanaises et 71'344 civils. Ces victimes « locales » constituent le 96,8% du total. Le 3,2% restant des personnes tuées dans la guerre est



composé de 2'448 militaires de l'armée américaine, 1'144 militaires d'armées alliées et 3936 mercenaires sous contrat des armées occidentales.

- Ces chiffres n'incluaient pas les personnes mortes de maladies, pour la perte d'accès à l'eau, à la nourriture et aux infrastructures et/ou pour d'autres conséquences indirectes de la guerre. L'AFSC (American Friends Religious Society, un institut de recherche financé par le mouvement religieux des Quakers) estime à 360'000 le nombre de personnes mortes pour ces causes « indirectes » liées à la guerre en Afghanistan.
- Depuis 2001, les États-Unis ont dépensé 2'261 milliards de dollars pour financer la guerre en Afghanistan, la plus grande partie à crédit. Au total, les guerres de ces premiers vingt ans de la « guerre globale contre la terreur » (Afghanistan, Irak, Pakistan, Syrie, Yémen, Philippines, Mali, Somalie et autres) ont coûté 6'400 milliards de dollars aux États-Unis, en gros dix fois le montant que cet État a dépensé pour l'aide au développement dans le monde.
- Entre 2001 et 2017, les émissions de gaz à effets de serre de l'armée américaine se sont élevées à 1,2 milliards de tonnes de gaz à effet de serre, plus du

total d'un pays industrialisé comme la Suisse durant la même période.

Comme dans beaucoup d'autres guerres, parmi les principaux bénéficiaires de la guerre en Afghanistan il y a les fabricants d'armes et leurs actionnaires. Parmi ceux-ci, limitons-nous à en signaler deux actifs en Suisse, pays qui a une longue tradition d'exportations guerrières (les troupes mercenaires sous l'Ancien régime et les produits des industries d'armement de ce dernier siècle):

- L'habituelle Pilatus de Stans (fondée en 1939 par le fabricant de canons Emil Bührle), avec les quarante P-12 fournis aux armées de l'air américaine et afghane. Ces avions ont été exportés comme matériel civil aux États-Unis où, au su du SECO de la Confédération, ils ont été armés et envoyés dans différents théâtres de la « guerre contre la terreur », une douzaine en Afghanistan;
- La MOWAG de Kreuzlingen a aussi profité de la guerre, avec les blindés Piranha vendus entre autres à l'armée danoise qui les aurait utilisés en Afghanistan. La statistique du total des armes suisses vendues aux armées de l'OTAN engagées dans la guerre en Afghanistan reste à faire.



Par contre, la souvent proclamée « tradition humanitaire » de la Suisse est mise à mal par le Conseil fédéral avec le refus d'accueillir d'autres réfugié.e.s Afghan.e.s, à part ceux et celles employé.e.s par notre ambassade et la DDC avec leurs familles.

Signalons toutefois aussi une note encourageante en provenance de l'aide humanitaire soutenue par la Suisse. Interviewé aux infos de 12h30 du 23 août de la radio SRF, le directeur des opérations humanitaires du CICR, Dominik Stillhard, a fourni plusieurs informations qui contrastent nettement avec l'overdose médiatique des semaines qui ont précédé le départ définitif des troupes américaines de l'aéroport

de Kaboul. « Les images depuis l'aéroport de Kaboul ne sont pas représentatives de la situation dans le pays (...). Il n'y a pas une émigration en masse comme en 2016 en Syrie ». Il a aussi expliqué que les 1800 collaborateurs et collaboratrices du CICR, parmi lesquelles il y a 100 délégué.e.s internationaux, poursuivent leur travail qui continue à être demandé par les Talibans, avec lesquels le CICR collabore depuis longue date. Et la situation des femmes qui travaillent pour le CICR ? « Certes, à moyen terme c'est une situation qui nous préoccupe, mais pour le moment il n'y a pas de problèmes particuliers, elles sont trop indispensables, notamment dans beaucoup d'infrastructures de la santé ». Et les fournitures de

biens essentiels ? « Certes, la situation à l'aéroport est difficile, mais les voies terrestres avec les pays voisins sont ouvertes. Il faut bien comprendre que la guerre est terminée et que cela facilite énormément les transports par la voie terrestre (...) La préoccupation est pour le futur, quand l'Afghanistan risque de ne plus avoir les moyens pour payer ces fournitures ».

Le lendemain de cette interview, la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International annonçaient l'arrêt des versements et des prêts financiers à l'Afghanistan.

Tobia Schnebli

En l'honneur de Mikis Theodorakis, musicien et antifasciste qui a inspiré la résistance

C'est avec regret que nous écrivons ces lignes, faisant nos adieux à l'une des plus grandes personnalités de la Grèce contemporaine. Par sa musique et sa vie, Mikis Theodorakis, l'incomparable compositeur, combattant éternel, partisan, communiste et militant a donné un nouveau sens à la liberté et à la conscience politique. Theodorakis reste un symbole de la lutte pour la liberté, la démocratie et la justice sociale ainsi qu'un vibrant rappel de la bataille contre l'oppression et le désespoir, ainsi que la résistance.

La première fois que Theodorakis a été emprisonné et torturé pour ses idéaux, il n'avait que 18 ans, en tant que combattant de la résistance qui a servi dans l'Armée populaire de libération grecque ELAS pendant l'occupation allemande de la Grèce. Au cours de la sanglante guerre civile en Grèce, il a été déporté à plusieurs reprises pour son profil communiste et envoyé sur l'île du camp de Makronisos. Après sa libération, il se rend à Paris où il étudie la musique et produit ses premières compositions, gagnant une évaluation internationale. Contre les circonstances

politiques, il est retourné en Grèce en 1960, où il a été torturé et détenu à nouveau par la junte militaire qui a interdit sa musique, qui était toujours profondément politique. Après que son ami Grigoris Lambrakis, un homme politique de gauche, a été tué lors d'une marche pour la paix en 1963, Theodorakis est entré en politique. En 1968, il a été écrit dans un camp de prisonniers. Malgré l'accouchement,

En 1970, Theodorakis s'installe à Paris. Il rencontre Pablo Neruda et Salvador Allende en 1972. Après le coup d'État de septembre 1973 contre Allende, la mise en musique par Theodorakis du « Canto General » devient un hymne de la résistance chilienne. Il est revenu en Grèce en tant que héros et géant politique après le renversement de



la dictature en 1974. Il était délégué du Parti communiste nouvellement légalisé et est resté politiquement actif toute sa vie, rejoignant les protestations d'austérité dans les années 2010 et contredisant le néofasciste "Golden Aube".

Au nom du Parti de la gauche européenne, nous adressons nos plus sincères condoléances à ses camarades, amis et famille.

Heinz Bierbaum

président de la gauche européenne



COMMUNIQUÉ DU PST-POP SUR LA SITUATION EN AFGHANISTAN

En 2001, les forces de l'OTAN, sous la direction des États-Unis, ont utilisé le prétexte des attentats du 11 septembre pour se lancer dans une guerre en Afghanistan contre les talibans qui aura duré deux décennies et qui se termine par la fuite du président Ghani et de ses alliés occidentaux dans ce qui restera la plus grosse humiliation de l'histoire de l'OTAN.

L'impérialisme occidental et l'OTAN sont depuis longtemps le problème, et non une partie de la solution. Car depuis la fin des années 1970 et les années 80, les puissances occidentales et leurs alliés réactionnaires notamment l'Arabie saoudite et le Pakistan ont financé, armé et entraîné les rebelles djihadistes afin de faire tomber le régime progressiste du président Najibullah, le Parti démocratique populaire d'Afghanistan, et ses soutiens soviétiques. Aujourd'hui, les talibans sont plus forts et plus organisés qu'avant la guerre.

Les images venant d'Afghanistan parlent d'elles-mêmes : une photo montre plus de 600 Afghans entassés dans un avion de transport américain, dans une vidéo, on peut voir des personnes accrochées à l'extérieur de l'appareil en plein décollage. L'Afghanistan se dirige vers une catastrophe humanitaire et une crise migratoire majeure. Tous tentent de fuir l'arrivée des talibans. Pour sauver leur vie, ils risquent la mort.

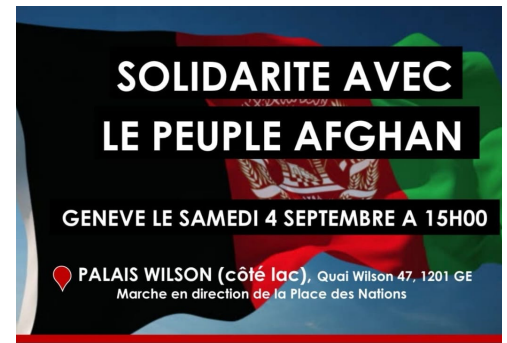
Car les talibans, les Afghans les connaissent trop bien. Lorsqu'ils étaient au pouvoir entre 1996 et 2001, ils pratiquaient des exécutions publiques, ils lapidaient les femmes reconnues coupables d'adultères, ils amputaient les simples voleurs. Ils imposaient aux hommes de se laisser pousser la barbe et ils obligeaient les femmes à porter la burqa. Ils interdisaient la musique, la télévision et le cinéma. Ils empêchaient la scolarisation des filles âgées de 10 ans et plus. Ils disent qu'ils ont changé, mais peut-

on les croire ? Il y a encore quelques semaines, ils étaient accusés par l'État afghan d'avoir assassiné les membres de la société civile tels que les journalistes, les femmes juges, les employés du gouvernement et des étudiants en droit parmi tant d'autres.

Au vu de la situation en Afghanistan et de l'urgence humanitaire, le PST-POP appelle à l'accueil et au soutien des réfugiés et demandeurs d'asile afghans. Nous exigeons de la confédération qu'elle leur garantisse l'accès au territoire suisse, et qu'elle cesse les renvois vers l'Afghanistan. Nous recommandons l'élargissement du contingent humanitaire pour les Afghans de 10'000 personnes en plus de celui approuvé par le Conseil fédéral pour l'année 2021. Sur le plan international, nous enjoignons les pays membres de l'OTAN à prendre leur responsabilité et ne pas tourner le dos aux migrants alors qu'ils ont eux-mêmes fui le pays dans la panique la plus totale.

Nous sollicitons l'aide des instances internationales pour que des enquêtes soient ouvertes en cas de violences perpétrées sur les populations locales. Si des atrocités venaient à être commises, nous appelons le conseil de sécurité de l'ONU à intervenir par la voie diplomatique. Il ne faut pas laisser les femmes, les enfants et les jeunes sous l'épée des talibans. Nous garderons un œil spécialement attentif au sort qui sera réservé aux femmes et aux jeunes filles. Nous appelons toutes les forces internationales à mettre la pression pour qu'elles continuent à être scolarisées et qu'elles puissent conserver leur travail.

Sur le plan économique, la situation est encore plus grave. L'Afghanistan est l'un des pays les plus pauvres du monde et dépend de l'aide étrangère. Ce serait une catastrophe si cette assistance venait à être coupée du jour au



Respect des droits de l'Homme – Garantie des acquis par les femmes afghanes – Accueil des réfugiés afghans en Suisse – Protection de la population vulnérable

MANIFESTATION SOUTENUE PAR :



Organisé par le Comité des jeunes Afghanes et Afghans de Suisse – email : info.cjaas@gmail.com

lendemain. Le peuple afghan ne doit pas être sanctionné en lieu et place des talibans. Certains États ont déjà annoncé un gel de leur soutien. Nous appelons tous les pays impliqués à continuer à envoyer ces aides. Les talibans tirent principalement leurs revenus d'activités criminelles, tels que la vente de drogue, l'extorsion et des rançons obtenues après des enlèvements. Mais une autre source de revenus très grande est celle des extractions minières, telles que le cuivre, le lithium, le bauxite, les terres rares et le fer, dont l'Afghanistan regorge. Ces activités minières ne pourront que prendre de l'ampleur une fois qu'un régime taliban se sera solidement établi. Ce qui fera de l'Afghanistan un enjeu crucial de la compétition économique entre grandes puissances capitalistes. Malheureusement, les talibans seront incapables de subvenir aux besoins vitaux de la population. C'est pourquoi il faut agir immédiatement sans quoi nous nous dirigeons vers une catastrophe humanitaire sans précédent. La Suisse doit participer à cet effort pour faire honneur à la tradition humanitaire. Il faut agir avant qu'il ne soit trop tard.

**Parti Suisse du Travail
Août 2021**



Le marxisme haïtien : une pensée qui mérite d'être connue

Haïti : on connaît trop souvent ce pays des Caraïbes surtout pour ses malheurs. Tremblement de terre meurtrier, crise sociale et politique, quartiers contrôlés par des gangs, pauvreté... L'assassinat du président Jovenel Moïse a révélé également un État haïtien en ruines : parlement inexistant, premier ministre qui légalement ne l'était plus, cour suprême dysfonctionnelle à la suite du décès de son président sans qu'il ait été remplacé... On connaît moins l'histoire qui a conduit Haïti à ce sort tragique.

On dit parfois que Cuba deviendrait un nouveau Haïti si les USA parvenaient à y renverser le socialisme. Ceux qui utilisent cette image ne savent pas toujours à quel point elle est pertinente. L'histoire d'Haïti n'est pas celle d'un pays des Caraïbes qui aurait évolué par lui-même sans révolution socialiste, mais celle d'une révolution que l'Empire a réussi à briser. Deux empires en l'occurrence : les USA et la France. 1804 : la révolution haïtienne aurait mérité d'être célèbre au même titre que la Révolution française ou la Révolution d'Octobre. Car il s'agit de la première révolution anti-esclavagiste victorieuse : les esclaves des plantations se révoltent contre leurs maîtres français, et établissent la première république noire de l'histoire. Napoléon échoue à rétablir l'esclavage.

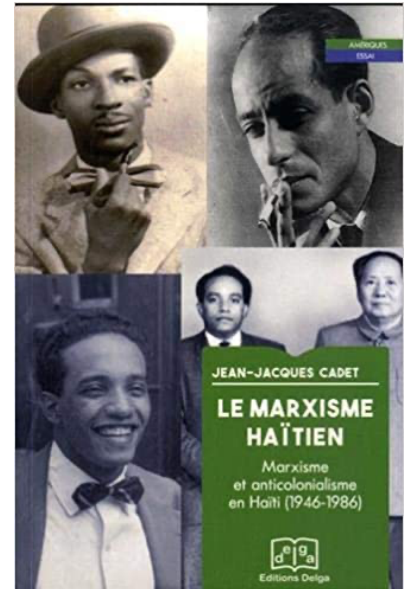
Si cette révolution n'est pas devenue le symbole qu'elle aurait mérité de l'être, c'est parce que les empires ont tout fait pour l'empêcher de déployer ses potentialités. La France, sous Charles X, extorqua à la République haïtienne des sommes faramineuses à titre de « réparations » aux propriétaires d'esclaves dépossédés. Une « dette » odieuse, qu'Haïti ne finit de payer qu'en 1947, qui étouffa tout potentiel économique, et vida la république de sa substance. Quant aux USA, pour la classe dirigeante esclavagiste des États du Sud, une république d'anciens esclaves était un exemple

inadmissible, qui ferait oublier aux Noirs leur place « naturelle » en ce monde, celle d'esclaves. Les USA sont donc régulièrement intervenus en Haïti, bien après l'abolition de l'esclavage, et jusqu'à nos jours, plongeant volontairement ce pays dans sa triste situation actuelle. Les USA, ces grands héros de la « liberté » (des esclavagistes) ...

Le livre de Jean-Jacques Cadet, docteur en philosophie à l'Université Paris 8 et enseignant à l'École Normale Supérieure à Haïti, publié récemment aux éditions Delga a le mérite de permettre de découvrir Haïti par un autre prisme : celui de sa pensée marxiste. Il s'agit de sa thèse de doctorat, remaniée en vue de la publication, non d'un ouvrage grand public. Un lecteur peu habitué à lire des monographies universitaires pourrait trouver l'ouvrage passablement aride et difficile à suivre. Mais qui fera l'effort de le lire ne le regrettera pas.

Jean-Jacques Cadet y suit six penseurs marxistes haïtiens, Etienne Charlier, Jacques Stephen Alexis (Jacques La Colère), René Depestre (le seul à être toujours de ce monde), Gérard Pierre-Charles, Yves Montas (Jean Luc) et Michel Hector (Jean-Jacques Doubout) ; ainsi que de fait un septième auteur, Jacques Roumain, le premier marxiste en Haïti qui marqua profondément ses successeurs. Des penseurs dont les horizons intellectuels furent très variés, et dont plusieurs furent également de grands écrivains. On pourra lire avec intérêt leurs œuvres littéraires, plus faciles à se procurer en Suisse que leurs écrits proprement politiques.

Jean-Jacques Cadet se concentre sur la période de 1946 à 1986, particulièrement riche par sa production marxiste et l'action politique communiste, et analyse cette production sous le prisme de plusieurs enjeux systématiques : la définition de la formation socio-économique haïtienne (définie comme semi-féodale et semi-coloniale), la théorie de la dépendance (s'il y a du



capitalisme en Haïti, il s'agit d'un capitalisme hétéronome, subordonné à celui des centres impérialistes), leur intérêt pour la question de l'aliénation, et leurs débats avec d'autres traditions. Avec, en filigrane, un aperçu des luttes sociales et politiques en Haïti.

Il convient de dire que l'auteur soutient une thèse contestable : il veut absolument montrer que le marxisme haïtien serait « hétérodoxe », par opposition à un marxisme « orthodoxe », dont il fait une caricature confinante au sophisme de l'homme de paille. Il semble en réalité que Jean-Jacques Cadet ne connaît pas bien ce marxisme « orthodoxe » : il met d'ailleurs dans le même sac le marxisme de la II^{ème} internationale et le marxisme-léninisme. S'ils furent des auteurs originaux et intéressants, les marxistes haïtiens ne furent pas « hétérodoxes », ou alors ni plus ni moins que les marxistes soviétiques. Sauf René Depestre, mais il finit par rompre avec le mouvement communiste...

Malgré ce biais, le livre de Jean-Jacques Cadet vaut la peine d'être lu, et permet de découvrir un pays par trop méconnu.

Alexander Eniline

Cadet Jean-Jacques, *Le marxisme haïtien, Marxisme et anticolonialisme en Haïti (1946-1986)*, Éditions Delga, Paris, 2020



Le Parti du Travail plus que jamais solidaire avec la Révolution cubaine, attaquée

Vous n'êtes pas sans savoir, puisque les médias bourgeois en ont fait une couverture massive et orientée, que le 11 juillet, des manifestations de protestation ont eu lieu dans certaines villes à Cuba, motivées par un mécontentement face aux pénuries de produits de base, aux restrictions d'électricité et au manque de vaccins et de médicaments. Certes, ces problèmes existent, mais il faut comprendre qu'elles en sont les causes. Des éléments contre-révolutionnaires ont essayé de prendre la tête de ces protestations pour leur donner un sens insurrectionnel. La mafia contre-révolutionnaire de Miami a tenté de faire tout un tapage pour ouvrir un « corridor humanitaire » ; prétexte hypocrite pour une invasion impérialiste en vue d'un changement de régime. Joe Biden s'est totalement engagé dans cette entreprise criminelle, durcissant encore les sanctions contre Cuba. Lorsque Miguel Diaz Canel, président de la République de Cuba, a appelé les révolutionnaires à descendre à leur tour dans la rue pour défendre la Révolution – car une Révolution doit après tout pouvoir se défendre –, les propagandistes de l'Empire ont mensongèrement parlé de « répression », occultant l'appel au dialogue et à l'unité de la part du président cubain.

Or cette campagne médiatique est tendancieuse et malhonnête, tant par l'occultation des causes réelles des difficultés économiques que connaît Cuba, que par la présentation mensongère qu'elle fait des

événements ayant eu lieu le 11 juillet. Il s'agit tout simplement d'une campagne de fake news éhontée, d'une guerre informationnelle contre Cuba de la part de l'Empire.

Un devoir de solidarité internationaliste

Le Parti du Travail ne pouvait pas rester sans rien faire. Aussi avons-nous tenu à organiser un débat public pour démentir cette campagne de fake news, de rétablir la vérité sur ce qui se passe vraiment à Cuba. Ce débat, qui eut lieu le 27 août 2021 (voir ci-contre les intervenants), attira un public nombreux, et donna lieu à un échange constructif et enrichissant.

C'était important pour nous d'organiser cet événement, en solidarité avec le peuple cubain et la Révolution cubaine. Car l'internationalisme fait partie des principes fondamentaux de notre Parti. La lutte des peuples partout sur la planète pour leur émancipation et pour le socialisme fait un ; nous ne séparons pas notre lutte en Suisse de celles menées partout au monde. Comme l'écrivait Karl Marx dans l'Adresse inaugurale de la 1^{ère} Internationale : « L'expérience du passé nous a appris comment l'oubli de ces liens fraternels, qui doivent exister entre les travailleurs des différents pays et les inciter à se soutenir les uns les autres dans toutes leurs luttes pour l'affranchissement, sera puni par la défaite commune de leurs entreprises divisées ».

Lorsqu'en 1959 le peuple cubain renversa la dictature de Batista, lorsqu'il se libéra de la tutelle de l'Empire, lorsqu'il s'engagea sur la voie de la construction du socialisme littéralement à la porte des USA, il réalisa une percée révolutionnaire digne d'admiration, exemple pour tous les peuples luttant pour leur émancipation. Exploit d'autant plus remarquable que Cuba parvint à préserver les acquis du socialisme dans les conditions les plus hostiles. Malgré les difficultés, le socialisme permit à Cuba des réalisations impressionnantes : la justice sociale, des services publics accessibles et universels, une santé et une éducation gratuites et de qualité pour toutes et tous. Cuba est à ce jour le seul pays à remplir les critères onusiens de développement durable, grâce à son agriculture biologique, son développement social, un usage somme toute remarquable des ressources disponibles limitées. L'espérance de vie est plus élevée à Cuba qu'aux USA, et la mortalité infantile plus basse. La solidarité internationale y est également une réalité vivante, et l'engagement de Cuba à ce niveau est admirable. Cuba prouve chaque jour que le socialisme est une société nouvelle, différente et meilleure que le capitalisme, pour laquelle il vaut la peine de se battre. Devoir lors des années fastes, la solidarité internationale l'est d'autant plus aujourd'hui que la Révolution cubaine connaît des heures difficiles.



Causes réelles des difficultés économiques à Cuba

Ce que cette propagande tait honnêtement, c'est que les réalisations du socialisme à Cuba sont d'autant plus remarquables que l'île vit depuis la Révolution dans les conditions d'une guerre non-déclarée de la part des USA : une guerre économique, informationnelle, sans parler des attentats terroristes cautionnés par les USA et des tentatives d'assassinat de dirigeants cubains. Depuis la Révolution, Cuba vit sous le joug d'un blocus ruineux et illégal – d'autant plus qu'il est extraterritorial, ce qui est grossièrement contraire au droit international – imposé par les USA, dans le seul but cynique d'étouffer tout potentiel économique, de rendre la vie du peuple cubain aussi difficile que possible afin de provoquer le mécontentement, pour susciter une explosion sociale menant à un changement de régime, en clair, la restauration du capitalisme. Un blocus devenu d'autant plus étouffant depuis la fin du socialisme en URSS, depuis que Donald Trump l'a encore durci, et depuis que le Venezuela subit également la guerre économique que les USA mènent contre lui et a moins de possibilités de soutenir matériellement Cuba.

Le blocus rend pour Cuba toutes transactions difficiles, il complique beaucoup les exportations, et rend les importations plus compliquées et nettement plus chères. Une traque inouïe et scandaleuse de la part des USA de toutes les transactions impliquant Cuba limite drastiquement les transferts de devises vers l'île. D'où d'inévitables pénuries, des difficultés objectives considérables face auxquelles le gouvernement cubain fait ce qu'il peut. Qu'un mécontentement existe dans la population, c'est compréhensible, mais les options du gouvernement sont limitées. L'économie de Cuba se serait sans doute purement et simplement effondrée, et la catastrophe sociale serait effroyable, s'il ne s'agissait pas d'un pays socialiste.



De gauche à droite: Dr Raffaele Malinverni, membre du comité de MediCuba; l'interprète de l'ambassadeur; Juan Antonio Quintanilla Roman, ambassadeur de la République de Cuba auprès de l'ONU à Genève; Alexander Eniline, président du Parti du Travail; Olga Montoya, représentante du Bloc Solidarité Amérique Unie; Tobia Schnebli, membre du Comité directeur du Parti du Travail

Si l'approvisionnement alimentaire est insatisfaisant à Cuba, c'est notamment parce que le blocus rend très difficile l'achat de machines agricoles qui seraient nécessaires pour atteindre l'autosuffisance alimentaire. Si des médicaments peuvent manquer, c'est que Cuba n'est presque pas en mesure d'en importer, et doit en produire près de 80%. Sauf que toutes les matières premières nécessaires ne sont pas simples à se procurer à Cuba. Et la pandémie du Covid-19 est venue se conjuguer aux effets du blocus, en réduisant presque à néant le tourisme, et en faisant chuter d'autant les rentrées en devises sans lesquelles les importations sont impossibles. Quand Joe Biden prétend être du côté du peuple de Cuba, c'est d'une hypocrisie révoltante. Tout ce qu'il aurait à faire, c'est de lever le blocus, et il fait tout le contraire.

Le système de santé cubain ne fonctionnerait pas comme il le fait sans la solidarité internationale. Le Dr Malinverni a décrit le travail remarquable accompli par MediCuba, pour soutenir le système de santé cubain, par l'apport de matières premières, de matériel médical, de soutien logistique... Si vous lisez ces lignes, nous ne pouvons que vous encourager à apporter à votre tour un soutien matériel à l'action de MediCuba si vous le pouvez.

Le blocus ne serait pas aussi dévastateur si les autres pays capitalistes ne s'y soumettaient pas, malgré son caractère illégal, voire ne collaboraient pas volontairement à cette entreprise criminelle. En Suisse aussi, malgré la neutralité officielle, la plupart des entreprises s'y plient. Il est presque impossible d'effectuer des transactions avec Cuba, voire simplement des virements en Suisse même si le motif du virement fait référence à Cuba. Notre Parti combat cet alignement de fait sur le blocus, et la politique inacceptable du Conseil fédéral qui laisse faire, ce par tous les moyens dont nous disposons. Nous dénonçons particulièrement l'attitude d'Ignacio Cassis, qui agit plus en larbin des USA qu'en conseiller fédéral suisse.

Ce qui s'est vraiment passé le 11 juillet

Quant aux événements même du 11 juillet, la propagande médiatique anti-cubaine est purement et simplement mensongère.

Quelques milliers de manifestants tout au plus, dans un pays comptant 11 millions d'habitants, cela ne constitue en rien un « soulèvement massif ». Les complotistes qui manifestent en Suisse contre les mesures sanitaires du Conseil fédéral en font autant...



En comparaison, à combien plus forte raison il aurait fallu, au plus fort du mouvement des gilets jaunes, mener une « intervention humanitaire » pour libérer la France de la « dictature macroniste ». Pour ce qui est de la « répression », on a pu la voir à l'œuvre en France : tirs de LBD dans la tête, tirs de grenade dans la foule, police anti-émeute militarisée. On n'a rien vu de tel à Cuba. Et les quelques dizaines de procédures judiciaires, toutes conformes à la loi et pour des délits qui auraient également été poursuivis en Suisse, elle est sans commune mesure avec l'abus massif de garde à vue et les procédures accélérées et lourdes à large échelle en France. Pour faire croire que lesdites manifestations ont été plus massives qu'en réalité, la propagande impérialiste n'a pas hésité à diffuser de pures fake news ; comme par exemple de faire passer une photo d'une manifestation en Égypte, en basse résolution, qui eut lieu lors du Printemps arabe, pour une image prise le 11 juillet à la Havane. En agrandissant un peu on reconnaît sans peine des drapeaux égyptiens...

Quant à la pandémie, rappelons que Cuba, malgré les difficultés d'approvisionnement dues au blocus, compte nettement moins de décès du Covid que la Suisse, pour une population un peu plus élevée (or, si la gestion de la pandémie aurait pu avoir été meilleure en Suisse, on ne dit pourtant pas qu'elle fût un désastre). La politique face au coronavirus à Cuba est même exemplaire. Cuba a d'ailleurs réussi à produire deux vaccins, et trois autres candidats-vaccins en phase de test. C'est une preuve incontestable de l'excellence de la recherche médicale cubaine. Peu de pays peuvent se vanter d'en avoir fait autant.

Et la propagande impérialiste masque le fait que ces soulèvements n'ont pas été spontanés. Elle tait le « travail » réalisé par la CIA et la mouvance contre-révolutionnaire de Miami sur les réseaux sociaux pour inciter des citoyens cubains à se soulever, fake news et

propagande malveillante à l'appui ; une véritable guerre informationnelle contre la Révolution cubaine. Trop occupée à inventer une prétendue « répression », elle fait semblant de ne pas voir les actes de violence commis par des éléments contre-révolutionnaires à Cuba, qui sont allés jusqu'à caillasser une clinique pédiatrique... Des procédés qu'on estime scandaleux lorsqu'ils sont utilisés par les supporters de Trump aux USA, deviennent tout à coup « normaux » lorsqu'ils sont utilisés contre Cuba.

Les « révolutionnaires » qui ne soutiennent pas la Révolution n'en sont pas

Malheureusement, certains qui se disent de gauche ne font pas preuve de la solidarité qu'il faudrait avec Cuba en ces heures difficiles, et déchoient jusqu'à reprendre tout ou partie de la propagande impérialiste contre la Révolution cubaine, voir remettre en cause le caractère socialiste de Cuba. Que dire de celles et ceux qui se prétendent marxistes et révolutionnaires – généralement issus de la mouvance trotskiste (tous les trotskistes n'ont pas commis cette faute, précisons-le) – qui se comportent ainsi ? Leur attitude est lamentable. Il s'agit typiquement de l'attitude faussement révolutionnaire : toujours pour la révolution en théorie, toujours contre en pratique. Une barricade n'a que deux côtés. Celles et ceux qui refusent de soutenir la Révolution cubaine et le PCC, aussi « révolutionnaires » qu'ils puissent se prétendre en paroles, sont objectivement dans le camp de l'impérialisme, des partisans de la restauration du capitalisme, de la CIA.

Certes, Cuba connaît des difficultés et des contradictions réelles, et il est trop facile de critiquer d'un point de vue de « gauche » les imperfections du socialisme cubain, pour se donner un vernis « ultra-révolutionnaire ». Il est tout aussi facile de critiquer le gouvernement cubain pour les pénuries, une critique purement démagogique, sans qu'il ne soit jamais clair ce que ces gens proposent que le gouvernement cubain

devrait faire, et sans qu'ils ne le sachent sans doute eux-mêmes. Toute leur critique se réduit au fond à dire que le socialisme cubain n'est pas ce qu'il devrait être, si tant est que c'est du socialisme...pour la bonne et simple raison qu'il ne correspond pas à leur définition purement abstraite et préconçue de ce que le socialisme devrait être, élaborée sans étudier la réalité cubaine et ses possibilités, qui ne les intéresse pas. Il s'agit d'une approche idéaliste, qui n'a rien de marxiste, quel que soit le nombre de citations des classiques du marxisme qu'ils puissent aligner. La réalité apparaît toujours décevante quand on la mesure à l'idéal ; mais la perfection n'existe pas en ce bas monde. Le marxisme exige de partir des contradictions du capitalisme pour tracer la voie vers le socialisme, des contradictions réelles du socialisme pour l'améliorer, et n'a que faire de pareilles élucubrations.

L'actualisation du modèle économique cubain

Quant à l'ouverture au marché – puisque c'est un point souvent soulevé par les critiques « de gauche » du cours actuel de la Révolution cubaine –, il s'agit d'une question complexe. La transition du capitalisme au communisme, en quoi consiste précisément le socialisme – car le socialisme est à la fois un mode de production autonome et une phase de transition –, représente une longue période historique, pendant laquelle des éléments hérités du passé et ceux annonçant l'avenir, des éléments issus du capitalisme et d'autres qui préfigurent le communisme, coexistent en se combattant. Ce serait une simplification coupée de la réalité que d'imaginer cette transition comme simple et linéaire, et dogmatisme sectaire que de prendre toute discontinuité pour un pour un renoncement à l'objectif final, tout pas en arrière temporaire pour une trahison. Il peut être prématuré de vouloir abolir d'emblée tout élément de marché, tout élément non socialiste. Un pays économiquement peu développé ne peut instaurer d'emblée un socialisme développé.



Le faire pourrait même être contre-productif. Et un petit pays manquant de ressources naturelles, ne peut vivre en autarcie. Difficile de faire autrement que de s'ouvrir partiellement au marché sur une planète où il n'y a plus de système d'États socialistes. Cuba a donc fait ce choix, entériné dans un changement de la Constitution, à la suite d'un débat démocratique large. Certes, une ouverture au marché, le rétablissement de la propriété privée dans certains domaines, implique de faire revivre des éléments non-socialistes, qui pourraient devenir, dans certaines conditions, une base pour la restauration du capitalisme. L'essentiel est d'en être conscient, ce qui est le cas du PCC. La Constitution cubaine modifiée réaffirme le caractère intangible du socialisme à Cuba. On parle d'ailleurs à Cuba de « socialisme avec marché » et non de « socialisme de marché ».

Il est utile d'étudier attentivement le rapport de Raoul Castro au VIII^{ème} Congrès du PCC pour bien comprendre les enjeux des réformes économiques à Cuba. Dans le but d'accroître la productivité, la production nationale, de rendre l'économie plus efficace, un certain nombre de mesures ont été implémentées : ouverture de certains secteurs à l'initiative privée (le commerce extérieur est explicitement exclu de cette ouverture), autonomisation des entreprises étatiques (mais sans démanteler la planification centrale), ouverture aux investissements étrangers... Mais il y a des lignes rouges à ne pas dépasser. Comme le dit Raoul Castro : « Il y a des limites que nous ne pouvons pas dépasser car les conséquences seraient irréversibles et conduiraient à des erreurs stratégiques et à la destruction même du socialisme et donc de la souveraineté et de l'indépendance nationale ». La propriété du peuple entier sur les principaux moyens de production fait partie de ces lignes rouges intangibles.

Il est vrai aussi que l'actualisation du modèle économique à Cuba nécessite des mesures pas toujours

faciles, ce d'autant plus que ces réformes doivent se faire dans les conditions hostiles du blocus, et qui peuvent occasionner du mécontentement. Ces réformes n'ont rien d'agréable en soi. Comme le dit encore Raoul Castro : « Il faut changer l'idée néfaste, née sous la protection du paternalisme et de l'égalitarisme, selon laquelle Cuba est le seul pays où l'on peut vivre sans travailler. Le niveau de vie et de consommation des Cubains devra être déterminé par les revenus légaux qu'ils perçoivent et non par des subventions excessives et des gratuités indues. »

Cette réflexion peut sembler passablement antipathique, voire franchement de droite. Mais il faut la replacer dans la réalité cubaine. Ce dont parle ici Raoul Castro, c'est de la nécessité d'une application stricte du principe formulé par Marx de la répartition sous le socialisme : « de chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail ». Cuba n'a pas les moyens de passer aujourd'hui à la formule communiste « de chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins ».

On peut établir un parallèle avec ce qu'écrivait en 1983 le secrétaire général du PCUS Youri Andropov : « Aujourd'hui, on sait déjà de la pratique, de l'expérience de nombreux pays socialistes, non seulement le poids socio-économique, mais encore l'immense poids politique de ces raisonnements du fondateur du communisme scientifique. C'est que les rapports de répartition touchent directement et immédiatement les intérêts de tous et de chacun. En fait, le caractère de la répartition est un des indices les plus importants du degré d'égalité sociale possible sous le socialisme. Toutes les tentatives de sauter impérativement de ce degré possible, de prendre les devants et d'aller vers des formes communistes de répartition, sans un recensement précis de la contribution laborieuse de chacun à la création des biens matériels et spirituels, peuvent engendrer et engendrent des phénomènes indésirables ».



Des erreurs peuvent à l'occasion être commises lors de la mise en place des réformes, comme Raoul Castro le dit lui-même, des erreurs qui doivent alors être corrigées. Et il ne s'agit en aucun cas de faire subir au peuple une cure d'austérité brutale : « Il n'est pas inutile de répéter que les décisions en matière d'économie ne peuvent en aucun cas provoquer une rupture avec les idéaux de justice et d'égalité de la Révolution et encore moins affaiblir l'unité du peuple autour de son Parti, qui défendra toujours le principe qu'à Cuba, l'application de thérapies de choc contre les couches les plus humbles de la population ne sera jamais autorisée et que, par conséquent, personne ne sera laissé à l'abandon ».

Le but de ces mesures est d'accroître la productivité, l'efficacité de l'économie cubaine, pour réduire les pénuries et répondre mieux aux besoins tous. Les mesures à prendre pour accroître la productivité sous le socialisme ne sont pas toujours simples, mais elles doivent être prises, car elles le sont pour le bien commun, et n'ont rien à voir avec les « réformes » qui sont imposées aux peuples sous le capitalisme, dont le but est de faire ruisseler encore plus les richesses dans les poches d'une minorité.

Cuba reste et restera un phare du socialisme pour le monde entier, qui a plus que jamais besoin du soutien, d'une solidarité sans failles de tous les anti-impérialistes et de tous les révolutionnaires authentiques, partout sur la planète.

Alexander Eniline



SOIRÉE FILM

**Vendredi 1^{er} octobre
À 19h00
À la salle du Cercle du Mail
25 Rue du Vieux-Billard
1205 Genève**

**Documentaire réalisé par notre
camarade Maurice Michon**

VOYAGE ORGANISÉ PAR MEDICUBA:

**La Havane, Trinidad, Holguin, Santiago de
Cuba, Sierra Maestra et Villa Clara.**

**Événement public dans le respect de me-
sures sanitaires**

JOURNÉE DE FORMATION DU PARTI DU TRAVAIL

**Samedi 23 octobre
À 10h00
25 Rue du Vieux-Billard
1205 Genève
2^{ème} étage**

Cours donnés :

- **Système suisse des retraites**
 - **Marxisme et écologie**
- **Comment mener une campagne**

Le programme de la journée sera précisé

**Événement public dans le respect de me-
sures sanitaires**

**AVS21 : PAS
QUESTION !**



**Samedi 18 septembre 2021
MANIFESTATION NATIONALE
Berne, 13h30** départ à la Schützenmatte,
arrivée sur la Place Fédérale

**NON à l'élévation de l'âge
de la retraite des femmes !**

Train spécial gratuit depuis Genève



**RdV samedi 18 septembre à 10h00
Place Lise Girardin
(anciennement 22 Cantons)
pour prendre ensemble le train spécial
de 10h53 (retour au départ de Berne
à 17h13)**

Rejoignez-nous !

Fondé en 1944, le Parti Suisse du Travail lutte depuis inlassablement pour les intérêts et aspirations légitimes des travailleurs, pour la rupture avec le capitalisme, pour une nouvelle société socialiste. Vous aussi, rejoignez le Parti du Travail, et sa lutte pour un monde plus juste:

- Je souhaite adhérer au Parti du Travail
- Je souhaite m'abonner à l'Encre Rouge
- Je souhaite recevoir des informations sur le Parti du Travail

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

NPA : _____

Localité : _____

A renvoyer à : Parti du Travail, Case postale 16, 1211
Genève 8